

République Française

Département de la Meurthe-
et-Moselle

DELIBERATION
CONSEIL COMMUNAUTAIRE
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU BASSIN DE
POMPEY

SEANCE DU 21 MARS 2024

Nombre de Membres		
Membres en exercice	Présents	Votants
45	33	33 + 10 pouvoirs

Date de convocation 15 mars 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt et un mars à vingt heures trente, le Conseil communautaire, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en Conseil communautaire, qui a eu lieu rue des 4 éléments 54340 Pompey, sous la présidence de **Laurent TROGRIC**, Président.

Présents : Pascal BARTOSIK, Pascal BECK, Thierry BECKER, Odile BEGORRE-MAIRE, David BLASIUS, Christelle CHEVREUX, Valentin DETHOU, Sébastien DOSE, Sylvie GAMEL, Denise GERARDIN, Françoise GILLOT-VERGES, Denis GODEFROY, Catherine GUENSER, Michel JACQUES, Pierre JULIEN, Chantal KIPPER, Antony KUHN, Patrice LEBOEUF, Ludovic LEGGERI, Yves LEICKNER, Martine LEPIANKO, Catherine LEPRUN, Francis MAUGRAS, Jean-Jacques MAXANT, Patrick MEDART, Gilles MULLET, Jocelyne PANO, Jeanne PHILIPPOT, Philippe POTDEVIN, Carole SALEUR, Laurent TROGRIC, Dominique VOINSON, Rémi WAGNER.

Absents : François ROUGIEUX, Alain SOLDNER.

Représentés : Marie-José AMAH à Antony KUHN, Laetitia ASCHBACHER à Ludovic LEGGERI, Magali CLEMENT-DILLMANN à Sébastien DOSE, William GRAFF à Valentin DETHOU, Dominique GRANDIEU à Catherine LEPRUN, Catherine LESAINE à Jean-Jacques MAXANT, Denis MACHADO à Martine LEPIANKO, Chantal PELLENZ à Sylvie GAMEL, Sébastien POINT à David BLASIUS, Bernard VERGANCE à Jeanne PHILIPPOT.

Monsieur Valentin DETHOU a été nommé secrétaire de séance.

Objet : Schéma de Cohérence Territoriale Sud 54 arrêté au 15 décembre 2023 – Avis du Bassin de Pompey
N° de délibération : 11

Conseillers présents	Suffrages exprimés avec pouvoir	Pour	Contre	Abstention	Non participant
33	10	43	0	0	0

Rapporteur : M. DOSE

Initiée le 12 décembre 2019, la révision du SCOT Sud 54 a suivi un long processus d'élaboration, au cours duquel le Bassin de Pompey a été associé et a pu apporter ses contributions aux différentes étapes du projet. Ainsi, le Bassin de Pompey s'est exprimé à de multiples reprises pour que le projet de SCOT intègre davantage les orientations de son territoire, définies au sein de son PLUI HD récemment approuvé d'une part, mais également aux orientations retravaillées dans le cadre du Projet de Territoire d'autre part.

Au travers d'une délibération du 31 mars 2022 et de différentes contributions écrites du 10 février 2023 ; du 28 mars 2023 ; du 09 mai 2023, du 09 novembre 2023, et suite aux nombreux temps d'échanges et de discussions, le projet de SCoT arrêté correspond aujourd'hui davantage aux aspirations du Bassin de Pompey travaillées dans une logique de collaboration interterritoriale, s'appuyant sur une armature territoriale renforcée.

Le projet de SCoT arrêté a été transmis, pour avis, selon les dispositions des articles L. 143-20 et R.143-5 du Code de l'Urbanisme, aux Communes et Communautés de Communes de son territoire.

C'est dans ce cadre que le Bassin de Pompey soumet à son assemblée délibérante l'avis ci-dessous, rappelant les points de vigilance ou les pistes d'amélioration souhaitées dans la mise en application et dans le suivi du SCoT à moyen terme.

Le SCoT : un outil d'aménagement durable du territoire basé sur son armature urbaine

La création de la Multipole Sud 54 s'est fondée sur la définition d'une armature urbaine que le SCoT reprend et confirme dans sa stratégie d'aménagement durable de son territoire. Cette armature est basée sur une architecture administrative existante (Préfecture, Sous-Préfecture, Villes Centres...) complétée par 3 pôles urbains d'équilibre en 1^{ère} couronne de l'agglomération nancéienne. Cela conférerait une organisation hiérarchisée, multipolarisée dans une vision équilibrée d'un aménagement du territoire propre au Sud 54, garantissant des fonctionnalités et une spatialisation à l'échelle des 13 intercommunalités.

Ce même esprit a été repris au sein du PLUI HD, définissant une multipolarité de fonction et d'usage du territoire qui organise son aménagement.

Le SCoT a ainsi défini la Communauté de Communes du Bassin de Pompey, dans son intégralité, comme étant un pôle urbain d'équilibre, ce qui a été retraduit sur la quasi-totalité des cartes du document (Projet d'Aménagement Stratégique p 43 ou p 45 à reprendre). Cette position lui confère la légitimité d'une organisation urbaine répondant aux dynamiques de territoire (Répartition foncière, stratégie économique, offre de mobilité en lien avec les stratégies de développement, offre nouvelle d'habitat, accueil d'équipement structurant et rayonnant...).

Stratégie foncière et production de logement

Le travail sur la répartition foncière s'est axé sur un postulat de respect des objectifs de la loi climat et résilience, décliné EPCI par EPCI. A noter une incohérence entre le graphique et le corps du texte p 24 – 25 du Projet d'Aménagement Stratégique concernant les objectifs de réduction de la consommation foncière (50% pour l'un, 65% de baisse pour l'autre sur la période 2030-2040).

La répartition des enveloppes foncières par territoire a pris en compte les dynamiques démographiques constatées par EPCI, (Desserrement des ménages, vieillissement de la population...) la consommation foncière passée ou encore le positionnement dans l'armature urbaine (Besoin de création d'emploi, et de logements en proximité des axes structurants du territoire)

Concernant les objectifs de production de logement, il est à noter que le SCoT prévoit une forme de souplesse dans la territorialisation des enveloppes suite aux demandes formulées notamment par le Bassin de Pompey. Sur la base d'un argumentaire territorial s'appuyant sur une analyse socio-démographique du territoire affinée, et sur les projets urbains travaillés en adéquation avec l'armature territoriale, ou encore en fonction des opportunités de projet d'envergure, il sera possible de révoquer ces objectifs chiffrés dans le SCOT garantissant un développement cohérent des territoires (Enveloppe mutualisée notamment).

Il est néanmoins regrettable qu'une ambition plus forte concernant les densités n'ait pas été travaillée en corrélation avec les objectifs de consommation foncière sur les densités urbaines. Le respect des objectifs de production de logement en lien avec les objectifs de réduction de la consommation foncière n'est pas en adéquation avec les objectifs proposés de densité minimale de logements à produire.

A noter les efforts proposés pour suivre par le biais d'indicateurs l'évolution et les stratégies de lutte contre la vacance des logements, conditionnant à l'ouverture des zones à l'urbanisation la mise en place de plan d'action, et/ou l'atteinte d'un taux de logements vacants inférieur à 7%.

En tant que pôle urbain d'équilibre, le Bassin de Pompey, dans son positionnement et son rôle à l'échelle de la Multipole Sud 54 doit pouvoir anticiper un développement économique, permettre l'accueil de nouveaux habitants, de développement d'infrastructures ou d'équipements structurants pour le Sud 54 (Campus et PEM de Pompey identifiés dans le document).

Développement Economique

Un point de divergence dans l'organisation du SCoT Sud 54 concerne les modalités de développement économique du Sud 54 qui ont été analysées sous le prisme des périmètres administratifs intercommunaux et non pas en interconnexion avec l'armature territoriale. La hiérarchisation des zones d'activité ne trouve pas de pertinence au sein du SCoT Sud 54 concernant les stratégies de développement ; les préoccupations et ambitions de renouvellement, de restructuration, et de rayonnement supra territorial étant partagées par l'ensemble des zones.

Le Bassin de Pompey réaffirme que l'armature urbaine devrait être la seule condition permettant de valider un développement ou une stratégie de restructuration ou d'extension des zones existantes ou à venir.

Par ailleurs, le rayonnement des zones dépendant de leurs natures et de leurs activités, les zones économiques historiques accueillant des activités structurantes pour la Région ou même au-delà, doivent être positionnées au niveau Régional tant dans les dynamiques et le développement de celles-ci que sur l'impact en terme de consommation foncière.

Enfin, la réalité du développement des zones économiques d'intérêt multipole, et les critères qui ont été définis pour définir ces zones leur font perdre toute crédibilité ciblant une unique zone sur le SCoT déjà catégorisée par ailleurs comme étant d'intérêt régional à minima (Dommartin-lès-Toul).

Pour la partie commerciale, il est bien noté que les PLUI HD définiront les zones d'implantations prioritaires pour le développement commercial, ce qui sera un enjeu important pour le développement de la zone Grand Air sur le territoire. A noter que le positionnement du Bassin de Pompey dans son ensemble comme étant un secteur de localisation préférentiel des commerces est une évolution positive du document.

Enjeux de mobilité et offre de service

Le positionnement des haltes ferrées et des stratégies de multimodalité est conforme aux ambitions et stratégies défendues par le Bassin de Pompey. Les précisions attendues par le Bassin de Pompey dans le cadre de ces contributions ont été apportées. Les stratégies de mobilités de la multipole sont en phase avec les réflexions intercommunales portées et défendues d'une organisation du territoire autour de plusieurs axes structurants de mobilités (A 31, Voies Ferrées (FRT/Passagers), Voies Fluviales, Covoiturage...).

Sur ce sujet de la mobilité et notamment en matière d'infrastructure de mobilité alternative à la voiture, les projets structurants du territoire, dans son positionnement d'une entrée nord de l'agglomération nancéienne sont repris, contribuant davantage aux enjeux environnementaux de sobriété et d'adaptation.

Enjeux environnementaux

Sur cet aspect, il est à noter une intégration des enjeux climatiques et d'adaptation qui valorise le document dans son ensemble sur ces aspects de préservation de l'environnement, de la biodiversité, de lutte contre les émissions de Gaz à Effet de

Serre ou encore d'adaptation aux changements climatiques qui va dans le bon sens. Les traductions opérationnelles et complexes au sein des PLUI HD nécessiteront d'étoffer les documents communautaires sur ces questions dans les versions à venir (Préservation des sols dont la valeur agronomique est forte, intégration des enjeux de la gestion de l'eau dans les documents d'urbanisme, de la mobilité, des ilots de fraîcheurs, des continuités écologiques...). A noter que la demande d'inconstructibilité le long des cours d'eau par rapport aux limites extérieurs de celui-ci dans une bande de 10 mètres de large, bien que vertueuse, semble devoir être confirmée, le SDAGE préconisant une bande de 6 mètres.

En conclusion, le document proposé intègre une forme de souplesse dans l'application du document et donne davantage de possibilité aux territoires pour décliner leurs stratégies d'aménagement. Nonobstant la déclinaison des stratégies de développement économique du territoire qui ne semble pas être pertinente dans une déclinaison territorialisée, le Bassin de Pompey propose de rendre un avis favorable au SCoT révisé, dans la mesure où l'application de ce document tant par la multipole que par la traduction qu'en feront les services de l'Etat s'inscrit dans une logique de compatibilité globale tenant compte des marges d'ajustement proposées dans le document.

Je vous laisse le soin d'en délibérer.

Délibération

- Vu la délibération du 16 décembre 2023 de la Multipole Sud Lorraine arrêtant le SCoT révisé,
- Vu l'accusé de réception du Bassin de Pompey du document en date du 22 Décembre 2023,
- Vu le rapport soumis à son examen,
- Après avis favorable du bureau communautaire,

Le Conseil de Communauté, après en avoir délibéré,

REND un avis favorable au SCoT arrêté en date du 16 décembre 2023, assorti des principes de prudence énoncés ci-dessus.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Pour extrait conforme

Le Président,



Laurent TROGRIC

Le secrétaire de séance,



Valentin DETHOU